

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté n° IC-25-141 de mise en demeure

Société ALTERNAE à GENICOURT

**Le Préfet du Val-d'Oise
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement et notamment son article L. 171-8 ;

Vu le décret du Président de la République du 9 mars 2022 nommant M. Philippe COURT, préfet du Val-d'Oise (hors classe) ;

Vu le décret du Président de la République du 6 mars 2025 nommant Mme Hélène GIRARDOT, en qualité de secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise, sous-préfète de Pontoise ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 janvier 1988 autorisant la société LETIERCE et Fils à exploiter des installations de séchage et de stockage de céréales sur le territoire de la commune de GENICOURT – Lieudit «Saint-Mellon » - RD n° 22 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 avril 2009 imposant des prescriptions techniques complémentaires à la société LETICO ;

Vu le courrier préfectoral du 4 décembre 2014 prenant acte du changement de dénomination sociale de la société LETICO, dénommée société ALTERNAE à compter du 1er juillet 2013 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° IC-24-161 du 17 décembre 2024 prescrivant des mesures d'urgence à la société ALTERNAE implantée Lieudit «Saint-Mellon » - RD n° 22 sur le territoire de la commune de GENICOURT ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 25-043 du 16 juin 2025 modifiant l'arrêté préfectoral n°25-011 du 28 mars 2025 donnant délégation de signature à Mme Hélène GIRARDOT, secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise et sous-préfète de l'arrondissement de Pontoise ;

Vu l'étude de dangers fournie par la société ALTERNAE le 10 avril 2006 ;

Vu le rapport du 21 août 2025 de la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France établi suite à la visite d'inspection réalisée le 14 août 2025 sur le site exploité par la société ALTERNAE à GENICOURT ;

Vu le courrier de l'inspection des installations classées du 21 août 2025 adressé à la société ALTERNAE lui transmettant le rapport du 21 août 2025 susvisé, conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement et lui accordant un délai de quinze jours pour faire part de ses observations ;

Vu le courrier du 9 septembre 2025 de la société ALTERNAE faisant part de ses observations sur le rapport transmis par courrier du 21 août 2025 susvisé ;

Vu le rapport du 16 octobre 2025 de la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France établi suite à la visite d'inspection réalisée le 30 septembre 2025 ;

Vu le courrier de l'inspection des installations classées du 21 octobre 2025 adressé à la société ALTERNAE lui transmettant le rapport du 16 octobre 2025 susvisé, conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement et lui accordant un délai de quinze jours pour faire part de ses observations ;

Vu le courrier du 9 septembre 2025 par lequel la société ALTERNAE transmet des observations sur le rapport du 16 octobre 2025 précité ;

Considérant que les observations transmises par la société ALTERNAE ne permettent pas de lever les non-conformités relevées ;

Considérant que la visite d'inspection du 14 août 2025 a permis de constater que :

- l'exploitant n'a pas fait réceptionner les réserves d'eau incendie de son établissement par le service départemental d'incendie et de secours du Val-d'Oise contrairement à l'article 7 de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 17 décembre 2024 susvisé,

- les installations ne sont pas exploitées conformément aux plans présentés dans l'étude de dangers de l'installation contrairement à l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 avril 2009 susvisé,

Considérant que la visite d'inspection du 30 septembre 2025 a permis de constater que :

- l'exploitant a installé des barrières de chantier afin de limiter physiquement l'accès aux personnes étrangères à l'installation, près du séchoir LAW n°1, et que cet aménagement permet de respecter de façon temporaire les plans issus de l'étude de dangers du 10 avril 2006 susvisée, dans l'attente d'un aménagement pérenne,

Considérant que la différence d'aménagement du site entre les plans initiaux et la situation réelle modifie les conclusions de l'étude de dangers de l'installation susvisée ;

Considérant que l'aménagement temporaire du site mis en place par l'exploitant à l'aide de barrières de chantier, suite à la visite d'inspection du 14 août 2025, ne permet pas de garantir de façon pérenne le respect des aménagements issus de l'étude de dangers susvisée ;

Considérant que les manquements précités constituent des non-conformités à la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ; que ces non-conformités sont de nature à présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'en conséquence, afin de préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, il convient de faire application de l'article L. 171-8 en mettant en demeure la société ALTERNAE de se mettre en conformité sur ces sujets ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;

A R R Ê T E

Article 1er : Conformément aux dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, la société ALTERNAE implantée sur le territoire de la commune de GENICOURT - Lieudit «Saint-Mellon » - RD n°22», est mise en demeure de respecter, **dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté :**

- les dispositions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 17 décembre 2024 précité en faisant réceptionner par le service d'incendie et de secours du Val-d'Oise les deux réserves d'eau incendie de l'installation.

Article 2 : La société ALTERNAE est mise en demeure de respecter, **dans un délai de douze mois à compter de la date de notification du présent arrêté :**

- les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 avril 2009 précité en exploitant son installation conformément aux plans fournis dans son étude de dangers.

Article 3 : En cas de non-respect d'une des dispositions du présent arrêté, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues respectivement par les articles L. 171-8 et L. 173-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 4 : Conformément aux dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Val-d'Oise pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 : Conformément aux dispositions de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de CERGY-PONTOISE – 2/4, boulevard de l'Hautil – BP 30322 – 95027 CERGY-PONTOISE Cedex par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit acte lui a été notifié.

Le tribunal administratif de CERGY-PONTOISE peut également être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyens » (informations et accès au service disponibles à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>).

Article 6 : La secrétaire générale de la préfecture, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France et le maire de GENICOURT sont chargés, chacun en qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Cergy, le 03 DEC. 2025

Le préfet,


Pour le Préfet,
La secrétaire générale

Hélène GIRARDOT